



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

MERCREDI 8 MAI 1974
NUMERO 12 - 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaid

À CHACUN SON GAULLISTE!

Décidément, et tout bien calculé, il faudra à Mitterrand un bon bout d'électorat gaulliste pour l'emporter le 19 mai.

Il en aura d'autant plus besoin que la démission soudaine de Willy Brandt risque de défavoriser Mitterrand qui le citait encore en exemple, il y a quelques jours à peine. Georges Fillioud s'est d'ailleurs cru obligé de souligner « que cette affaire n'aurait pas d'incidence sur le plan français ».

Dans l'immédiat pourtant, en grinçant et grognant, l'UDR se rallie à Giscard; il n'y a guère de défections. Chaban rappelait dans sa campagne que le rassemblement gaulliste devait être au-dessus des partis. Il n'est pas au-dessus des classes, et bon gré mal gré, il retombe dans son camp, celui de la bourgeoisie.

De son côté, la gauche poursuit l'offensive de charme. Marchais avait dit à la télévision qu'« il n'y a pas un gouffre entre les gaullistes et la gauche ». L'Humanité met en valeur les ralliements de Vallon, Jeanneney, Gallet, Gandval, Debu Bridel. Le Nouvel Observateur ouvre ses colonnes à de Boisdeffre et se découvre des antécédents gaullistes. Mitterrand tend la main « aux français qui se reconnaissent dans le gaullisme historique et non pas dans la droite des grandes affaires ».

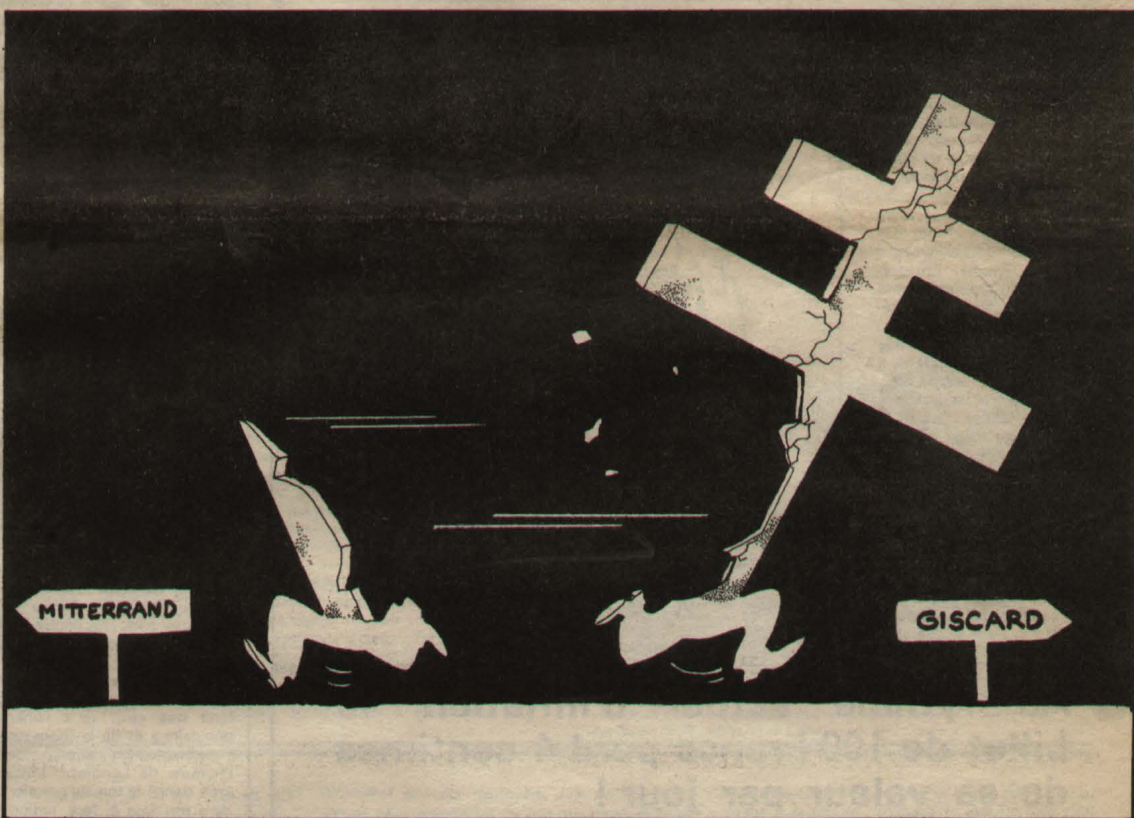
Il devient donc de mode d'avoir du gaulliste dans sa généalogie. Et plus le gaullisme sombre, plus le gaulliste est courtisé.

Qu'une partie de l'électorat populaire qui avait rallié de Gaulle, après avoir été déçue par les capitulations réformistes qui se sont succédées depuis la Libération, refuse de voter Giscard, c'est bien. C'est un indice du glissement à gauche qui s'opère depuis 1968, un symptôme déformé de la poussée populaire qui prend son élan.

Mais que la gauche aille au gaullisme en chantant la Marseillaise, en donnant dans la surenchère tricolore, c'est autre chose. Loin de balayer les illusions d'hier, c'est les ériger en mérites. Et surtout, une telle démarche prépare de plus graves compromissions. Cette campagne de réconciliation nationale risque de se conclure logiquement, si Mitterrand est élu, par la mise en place d'un gouvernement de coalition ouvert à des personnalités ou groupuscules gaullistes, qui négocieront leur caution contre des engagements précis de modérations. Au détriment des revendications ouvrières, pour parler clair.

« Il y a dans notre pays ces hommes et ces femmes qui sont gaullistes parce que De Gaulle incarnait pour eux la grandeur de la France... »

(Georges Marchais)



(P. 2) DERRIERE GISCARD RECLASSIFICATIONS DANS LA DOULEUR

(P. 6) LA DEMISSION DE WILLY BRANDT

(P. 7) DE RETOUR DU PORTUGAL (DE NOTRE ENVOYE SPECIAL)



DERRIERE GISCARD

reclassements dans la douleur !

● Bon gré mal gré, les différents clans de la bourgeoisie se serrent derrière Giscard. Ce dernier a reçu, entre dimanche et mardi, le soutien de nombreuses personnalités appartenant toutes à l'ancienne majorité. Edgar Faure et son groupe « Pour un nouveau contrat social » s'obstine à répéter que Giscard d'Estaing « non seulement n'est pas un homme de droite, mais est un progressiste » : le vieux politicien qu'il est, après l'échec de sa candidature, joue de nouveau le cheval qu'il croit gagnant...

Pierre Lelong, député centriste, n'y a pas par quatre chemins : « Contre ceux qui s'inspirent du modèle de Moscou (sic !), défendons la société libérale ! ».

Enfin, le bureau exécutif de l'UDR, puis son groupe parlementaire, ont décidé dans la journée de lundi de soutenir Giscard. C'est évidemment au sein de l'UDR que ce ralliement a posé le plus de problèmes.

LA FOIRE D'EMPOIGNE

La journée de lundi aura été pénible pour les dignitaires gaullistes. Les « chabanistes » convaincus ont très mal digéré l'empressément et le quasi-enthousiasme dont a fait preuve Messmer pour soutenir Giscard, alors qu'il s'était vu pendant toute la campagne de Chaban. L'atmosphère fut tendue. Vivien, s'adressant à Messmer : « L'UDR est faite de militants, et les militants ont été troublés par les silences du colonel Messmer ». Messmer tente de répondre, sur le thème de l'unité : « Il aurait fallu le faire avant », entend-on. Maurice Herzog - membre du clan Chirac - veut alors prendre la parole « au nom des 43 ». C'est le déchainement : « Fractionniste, fourbe, provocateur », on entend même un député lucide lancer « Tu l'auras ton porte-feuille ». Labbé, président du groupe parlementaire : « Je vous donne la parole si vous dites « je ». Il n'y a pas ici, de groupe des 43 ». Bref, comme osera titrer « La Nation » de mardi, sans sourire : « L'UDR apporte son soutien à Giscard d'Estaing. Cette décision a marqué la cohésion des dirigeants gaullistes ».

UNE TRANSITION

Dans la journée de mardi, Claude Labbé, au nom de l'UDR, a rencontré Giscard pour obtenir de lui quelques « assurances » sur la politique extérieure et sociale. Bref, c'est le

coup de la trouille qui se dessine, plein de divisions, d'intérêts personnels et politiques contradictoires... Mais il serait erroné de voir dans tout ce remue-ménage seulement une lutte de cliques, et d'en conclure à la mort définitive du gaullisme. Il est certain que le mythe du « rassemblement populaire » autour du Bonaparte a fait long feu. C'est ce qu'a douloureusement expérimenté Chaban au soir du premier tour.

Néanmoins, il y a deux choses à souligner :

* d'abord, que face au danger de l'Union de la Gauche, une fraction importante de la bourgeoisie expérimente la thèse de l'ennemi principal et l'ennemi secondaire ». Comme le disait fort bien Peyrefitte au soir du premier tour : « Nous avons un adversaire, Mitterrand, et un concurrent, Giscard d'Estaing. ». Les sondages le montrent : pour passer, Giscard a un besoin absolument impératif que tout l'électorat de Chaban se reporte sur lui. D'où les clin d'œil et les appels du pied aux gaullistes, proie que se disputent de la même façon Giscard et Mitterrand :

* mais il ne s'agit pas seulement d'une perspective électorale à court terme de la part de Giscard. Un clan politique comme l'UDR ne reste pas au pouvoir pendant plus de

quinze ans sans que ça ne laisse des traces, surtout quand il s'est chargé, seul, de la constitution de l'Etat fort : en particulier la main-mise de l'UDR sur l'appareil d'Etat et, parallèlement, la faiblesse énorme de l'infrastructure giscardienne sont des réalités qui vont obliger le clan Giscard à composer. C'est sans doute, si Giscard passe, vers un « gouvernement de transition » qu'il s'orientera. On peut penser qu'il évitera de hérisser la fibre gaullienne de l'UDR en plaçant Lecanuet, atlantiste convaincu, aux affaires étrangères, et qu'il donnera des postes-clé à l'UDR : que Guichard (comme c'est le plus probable) ou Chirac soit premier ministre, voilà qui lierait les mains à l'UDR et la mouillerait aux côtés des républicains indépendants et des centristes, force qui serait désormais dominante.

Ce qu'il y a derrière la candidature Mitterrand, c'est à dire une classe ouvrière dont la combativité n'a cessé de croître depuis 1968, mais aussi les difficultés économiques, la crise au sein de l'appareil d'Etat (justice, police, etc.), pousse toute la bourgeoisie à se ressouder derrière Giscard, avec rancœur ou amertume pour certains, mais avec la claire conscience que la partie est loin d'être gagnée.



DE L'APPEL DU 18 JUIN AU 19 MAI 1974

Mitterrand, dans sa conférence de presse du 6 mai, donne le ton. A la question posée sur les points communs entre le programme commun et le programme du Conseil National de la Résistance adopté le 15 mars 1944, Mitterrand a déclaré « vouloir reprendre ce qui avait été commencé à la Libération par un gouvernement présidé par le général de Gaulle et qui rassemblait les représentants de toutes les forces populaires ».

Mitterrand n'a plus que 12 jours pour trouver les 7 % de voix qui feront pencher le fléau de la balance électorale en sa faveur. L'Union de la Gauche joue les sirènes pour attirer à elle les électeurs qui s'étaient prononcés au premier tour pour Chaban-Delmas.

Ce n'est pas une surprise, toute la logique électoraliste de l'Union de la Gauche devait trouver une telle sanction. Mais l'appel télévisé, le 5 mai, de Georges Marchais aux gaullistes a laissé sans doute rêver plus d'un militant ouvrier. Alors que la disparition de Pompidou et l'opération Giscard ont sonné le glas de l'UDR, c'est aux vaincus du 5 mai que Mitterrand, le PC et le PS tendent aujourd'hui la main. 16 ans après le coup d'Etat militaire d'Alger, cruel retournement !

En fait, l'Union de la Gauche, par ses œillades appuyées aux gaullistes, ne fait que suivre jusqu'à ses ultimes conséquences sa logique électoraliste. L'Union de la Gauche a choisi pour cible l'électorat populaire gaulliste. Alors, pour charmer les gaullistes désabusés, on sort des placards tout l'attirail théâtral que le bonhomme de Gaulle avait fourbi des années durant. On dépoussière vite fait les vieux mythes en espérant que les romantisme » gaullien fera voter à gauche, contre la droite « fétro » de Giscard, celle de Vichy et de l'OAS.

Et, parmi tous les mythes, lequel est plus utile aujourd'hui à Mitterrand que celui de « l'unanimité populaire » et de la Résistance, du « rassemblement national » derrière l'homme de Londres ? Mitterrand avait donné le ton, au premier tour, dans son face à face radiodiffusé avec Chaban Delmas. Pourquoi l'UDR critiquerait-elle l'entrée du PC au gouvernement, alors que c'est de Gaulle qui les y fit rentrer à la Libération ? Aujourd'hui la boutade s'érige en tactique. Et toutes les bonnes âmes de la gauche, de Marchais à Jean Daniel, y vont de leur petit couplet. « ...restent les gaullistes. Nous sommes ici plus

qu'ailleurs peut-être mieux placés pour nous adresser à eux, d'abord parce que certains d'entre nous ont été gaullistes... ».

(J. Daniel, Nouvel Observateur) Au lieu de transformer la défaite de Chaban en déroute de la droite en impulsant dès aujourd'hui la mobilisation des travailleurs, l'Union de la Gauche tend la main aux gaullistes, pour que la chute ne soit pas trop dure... Un comité fantôme d'appui au candidat de la gauche regroupe quelques archéo-gaullistes en quête de rassembleur.

Mitterrand leur lance quelques roses : dans sa conférence de presse du 6 mai : « Beaucoup de Français se reconnaissent dans l'histoire de la France du gaullisme, mais pas dans l'histoire de la droite rétrograde... Puis il tient à rappeler qu'il a participé à la rédaction du programme du Conseil National de la Résistance : « C'est s'inspirer du programme du CNR que de reprendre ce qui a été commencé à la Libération par un gouvernement présidé par le général de Gaulle et qui rassemblait les représentants de toutes les forces populaires ».

Aujourd'hui, l'Union de la Gauche tente de tirer à soi la baudruche que le PC a contribué à gonfler pendant la Résistance. Nous, nous n'oublions pas que c'est ce même de Gaulle qui s'est opposé au déclenchement des actions armées autonomes initiées par ceux qui allaient former les FTP. Que son souci a été de prévenir, à l'heure où la bourgeoisie française se lançait à

corps perdu dans la collaboration, un essor révolutionnaire qui aurait balayé. Nous n'oublions pas que c'est le délégué militaire de de Gaulle, le dénommé Chaban Delmas, qui a tenté de s'opposer au déclenchement de l'insurrection parisienne en août 44, parce que le PC et les FTP étaient hégémoniques sur le terrain.

Le programme du CNR, des nationalisations à la Sécurité Sociale, constituait une série de mesures imposées à de Gaulle par le rapport de forces au sein même de la Résistance. De Gaulle et la bourgeoisie ont préféré concéder ces réformes pour préserver leur domination politique, pour éviter que la classe ouvrière ne franchisse le pas de la Résistance à la Révolution.

Mitterrand se dit socialiste, mais en revendiquant le programme du CNR, il annonce la couleur. La classe ouvrière ne doit pas compter sur lui pour construire le socialisme. Les travailleurs s'en souviendront.

gaullistes de gôche !

■ Un Comité National des Gaullistes pour le candidat de la gauche a été constitué

« Contre l'homme des forces réactionnaires et conservatrices, pour rester fidèle à l'esprit du 18 juin 1940, à l'idéal de la résistance et aux visions d'avenir

tracées par Charles de Gaulle, les gaullistes signataires voteront pour le candidat de la gauche ».

Ont signé cet appel : le pasteur Albert Finet, Dominique Gallet, Frédéric Ervendel, le colonel A. Lécivain-Servoz, Roland Tenier, Jacques Debu-Bridel et J.M. Jeanneney.

● Au rythme actuel d'inflation, le billet de 100 Francs perd 4 centimes de sa valeur par jour !

REVUE DE PRESSE

« de droite ou de gauche » mais le résultat est très souvent identique.

La tentative qui est faite c'est de dépolitiser l'électorat en réduisant les motivations de vote à de simples appréciations sur la valeur personnelle de l'individu présidentiable : « personnaliser la politique pour dépolitiser la personne » déclarait un jour notre camarade Krivine. C'est ce qu'a entrepris « Le Point » dans son numéro du 7 mai. Témoin ce sondage « comment ils les jugent » publié sur une pleine page, avec des questions telles que : « gagne-t-il à être en gros plan, ou de loin ? », « le trouvez-vous plus ou moins sympathique qu'avant », « a-t-il trouvé un bon ton de voix ou non ? » et encore « lequel préféreriez-vous avoir pour ami ? ».

Deuxième composante de cette

entreprise de dépolitisation : la mise en fiche de l'électorat et de ses motivations. Le comportement politique des uns et des autres est scrupuleusement étudié, répertorié en fonction de l'âge, du sexe, de la religion, du lieu d'habitat, de la profession. Vaste entreprise de mystification idéologique qui n'a d'autre fonction que de faire disparaître les oppositions de classe pour leur substituer des oppositions de catégories socio-professionnelles.

A les croire, si demain la France était « coupée en deux », ce ne serait pas entre « exploités et exploités », mais entre hommes et femmes, jeunes et vieux, ouvriers et paysans, catholiques et protestants. On se demande dans ces conditions comment il pourrait y avoir un « président de tous les Français ».



APPEL DE LUTTE OUVRIERE

Travailleurs, travailleuses, Ainsi, le deuxième tour va se jouer entre Mitterrand et Giscard d'Estaing. Une certaine poussée à gauche s'est manifestée, une poussée sensible, mais faible. En effet, Giscard, Chaban et Royer totalisent à eux trois la moitié des suffrages exprimés. Si on ajoute Le Pen et Müller, la droite obtient plus de la moitié des voix.

Il ne faut donc pas se faire d'illusions : si Mitterrand l'emporte au deuxième tour, ce que nous souhaitons comme tous les travailleurs, cela ne peut être que si des électeurs qui ont voté Chaban, Royer, au premier tour, votent pour lui au second. Il est évident que Mitterrand va multiplier les déclarations alléchantes envers cet électoralat de droite afin de l'attirer. C'est tactique, paraît-il ! Mais le drame pour les travailleurs c'est que les concessions que va pouvoir faire Mitterrand à l'électorat de droite ne peuvent être que des concessions dont les travailleurs seront les premiers à faire les frais.

Néanmoins, nous appelons toutes les travailleuses, tous les travailleurs, tous ceux qui ont voté Ar-

lette Laguiller au premier tour, à reporter leurs voix, sans qu'il en manque une seule, sur le nom de François Mitterrand.

Ce n'est pas que nous pensions que ce dernier ait changé entre les deux tours, ce n'est pas que nous ayons la moindre illusion sur l'homme qu'il a été, sur celui qu'il est, ou sur celui qu'il sera, une fois président de la Vème République, mais nous sommes solidaires de la volonté clairement exprimée des millions de travailleuses et de travailleurs qui souhaitent voir Mitterrand élu contre Giscard.

Nous souhaitons d'autant plus la victoire de Mitterrand que c'est seulement dans ce cas qu'il pourra faire la preuve, aux yeux de l'ensemble des classes laborieuses, de ce qu'il est vraiment. C'est pourquoi, afin qu'aucune des voix de l'extrême-gauche ne manque au second tour, les militants de Lutte Ouvrière et Arlette Laguiller elle-même feront campagne durant ces deux semaines pour la candidature de François Mitterrand.

Le 6 mai 1974
Lutte Ouvrière

SOUSCRIVEZ !

Nous n'avons plus ni la télévision, ni la radio. Pour faire entendre la voix des révolutionnaires dans les dix jours qui précèdent le second tour, il ne nous reste que la presse, les meetings, les tracts. Tout cela coûte cher, d'autant plus que les augmentations du prix du papier sont considérables.

Camarades qui avez

Solde antérieur.....	63.836,22
Lille.....	655,51
B.B. Sedan.....	35,00
P. Calais.....	100,00
G.M. Villiers Bretonneux	
(80).....	20,00
Individuel PTT.....	40,00
Individuel Paris.....	129,60
Melun.....	653,85
Renault Billancourt.....	860,00
Boulogne.....	475,00
C.R. Paris 16ème.....	110,00
Le Bourget.....	390,00
Diff. Villeneuve Valenton.....	816,00
Diff. Bonneuil.....	96,00
Travailleurs Finances.....	250,00
Travailleurs banques, assurances	
et lycéens du 18ème.....	671,50
Seine St Denis.....	870,50
Sarcelles.....	350,00
Diff. 11 et 12ème.....	900,00
Créteil, Bonneuil.....	360,00
Paris 5 et 6ème.....	500,00
Argenteuil, Bezons.....	1.340,15
Paris.....	656,00
Nice.....	102,00
La Rochelle.....	87,90
Blois.....	150,00
Alençon.....	100,00
Nancy.....	1260,00
D.J. Vigneux.....	30,00
G.A. Soissons.....	100,00
Collecte Librairie Rouge.....	500
La Rochelle.....	120,00
La Rochelle.....	1159,60
Mâcon.....	40,00
Taupe rouge INRA.....	380,00

soutenu la candidature d'Alain Krivine, camarades qui lisez le Quotidien Rouge, camarades qui partagez les idées que nous avons développées dans cette campagne, souscrivez ! La campagne révolutionnaire ne s'est pas arrêtée au premier tour. Elle se poursuit jusqu'au deuxième et bien au delà. Chaque franc sera donc précieux pour la poursuite du combat.

Club des diffuseurs de Jouy-en-Josas et de Versailles (INRA)	
.....	300,00
D.M.....	Paris XIII 100,00
Aix.....	150,00
M.A. Romainville.....	30,00
Travailleurs de santé Lyon.....	200,00
Travailleurs impôts Lyon.....	20,00
Cheminois de Lyon.....	30,00
Etudiants de Lyon.....	60,00
Diffuseurs de Lyon.....	300,00
V. J.M. Limoges.....	50,00
Sympathisants HEC.....	200,00
Sympathisants Houille.....	150,00
B. A. Labergement-les-Seure (21).....	50,00
L.J.F. St Jean de Maurienne (73).....	500,00
L.B. Amiens.....	100,00
S. R. Chatenay.....	100,00
K. M. Anthony.....	50,00
C. C. Avrilly (27).....	100,00
S. C. Segonzac (Charente).....	60,00
F. Toulouse.....	60,00
J. B. Olmeto (Corse).....	100,00
F. J. Montrouge.....	50,00
V. M. Périgueux.....	50,00
G. J. Draguignan.....	100,00
D. Rennes.....	100,00
D. L. St Mandé.....	50,00
C.B. Strasbourg.....	500,00
P. R. Puy l'Évêque (46).....	30,00
C. M. Ambialet (81).....	100,00
M. M. Ballancourt (91).....	100,00
M. Y. Thionville.....	50,00
Individuel Le Blanc (Indre).....	30,00
J.M. St Servan (35).....	50,00
F. Lausanne.....	79,74
H.H. Berlin.....	100,00
Total.....	82.234,57

LA DEMOCRATIE QUI S'AVANCE

■ Au Havre, son fief (Chaban n'a pu y tenir un meeting sans se faire huer), le PCF avait décidé de se faire le plus discret possible le jour du 1er mai : plus on est fort, plus il faut être responsable. On se contenta d'organiser un meeting en salle. Pas un militant du PC dans la rue... sauf pour aggraver ceux qui étaient venus protester contre cette logique absurde.

Des camarades du FCR et du Comité Chili se sont vu interdire violemment l'accès au meeting parce qu'ils avaient des brochures du Comité Chili. Les membres du SO du PCF leur ont tenu les propos ahurissants suivants : « Vous nous feriez pas le coup du Chili, on vous bottera avant ».

Inquietante analyse de la tragédie chilienne, camarades, qui vous rend aveugles envers les fascistes et déchainés contre ceux qui les combattent.

Ceux qui criaient « Pas de chèque en blanc à Mitterrand » furent expulsés du meeting, un camarade du PSU fut roué de coups. Regroupés en cortège, ils se dirigèrent vers le centre ville jusqu'au consulat du Chili pour dénoncer la complicité du gouvernement français et des tortionnaires chiliens.

Mêmes violences à Aix en Provence où les militants de l'AJSO ont été brutalement expulsés du rassemblement syndical par les staliniens de l'UNEF-UEC. Une camarade de l'AJSO est restée trois jours à l'hôpital avec un traumatisme crânien.

La main tendue aux gaullistes... et le poing aux révolutionnaires !

MORT D'UN DETENU A FLEURY-MEROGIS

■ Un jeune détenu de la maison d'arrêt de Fleury-Merogis âgé de 18 ans, a été découvert mort ce matin par les gardiens chargés de la conduire aux cuisines, où il travaillait. Déjà malade à plusieurs reprises, il avait été pris la veille, de violents maux de tête, mais le médecin n'avait rien décelé de grave.

Une information a été ouverte par le parquet d'Evry.

ORA

■ L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE (ORA), après avoir pris connaissance du communiqué du quotidien Rouge du 30.4 à propos du prétendu soutien à la candidature Krivine pour l'élection présidentielle du cercle ORA de Grasse, et après avoir pris connaissance d'une lettre du dit cercle à la région sud de l'ORA :

rappelle que ni l'ORA, ni aucun de ses groupes, cercles ou militants n'a pris position en faveur d'aucun des candidats en présence.

le 1.5.74

Cher camarade, Le meeting du CSLRPC du CHU Necker aura lieu mercredi 8 mai à 19 h au CHU Necker, 156 rue de Vaugirard. Paris 15ème. Métro Pasteur.

Il y aura :
— la projection du film « Septembre chilien »
— des chanteurs
— un débat sur la situation actuelle au Chili et les leçons que le mouvement ouvrier doit tirer de la défaite de l'Unité Populaire.

Mercredi 8 mai 20h30 MEETING FCR avec la participation de Kamel Ecole J.Ferry, 19 rue V.Merric Clichy

Le MLAC invite à Dijon le 10 mai au Palais des Congrès, le groupe théâtral « expression spontanée » pour jouer :

Intervention d'Histoires d'A, de 19 h à 23 h.

tribune libre

LETTRE DE L'ANTINORM

L'importance que prennent les mass-média pendant cette campagne électorale, ainsi que le développement des idées révolutionnaires et particulièrement celles des marxistes révolutionnaires, la prise de position de l'Antinorm en faveur de la candidature d'Alain Krivine font que nous nous croyons obligés d'intervenir dans les colonnes du « Quotidien Rouge » pour développer un nouveau secteur de lutte (Comités Sexpol-Antinorm) en vue de renforcer le Front Communiste Révolutionnaire.

Pour nous, l'oppression sexuelle correspond à une politique de classe. Avant l'apparition du capitalisme, cette oppression existait, sous des formes diverses, dans toutes les sociétés marchandes. Qu'il s'agisse de la société capitaliste ou de la société féodale, l'oppression sexuelle se manifeste de la façon suivante :

- négation de la sexualité infantile,
- assujettissement des enfants à la famille,
- aliénation des femmes, propriété de l'homme,
- réduction de la sexualité adulte, dans le cadre du mariage, à l'hétérosexualité, elle-même réduite à la reproduction,
- réduction des femmes au rôle d'objet de plaisir, de pondeuse et de torche-cul de gosses,
- négation hypocrite de cette réalité, l'avortement, pratiqué de tous temps, dans des conditions provoquant la mort de millions de femmes,
- maintien des tabous frappant les soi-disant « perversions » sexuelles et plus particulièrement l'homosexualité.

Cette oppression n'est pas le fruit du hasard. Elle fait partie des armes utilisées par la classe dominante pour accroître et maintenir son pouvoir.

De nos jours cependant, devant les luttes de plus en plus dures menées en ce domaine par le MLF, par le FHAR, les Comités Sexpol, les mouvements lycéens, etc..., la bourgeoisie, qui essaie de récupérer cette lutte, veut se donner une image libérale au sujet de la sexualité. Tentative vaine, car l'oppression sexuelle est inhérente à la société bourgeoise.

Dans une société de profit, fondée sur la propriété privée des moyens de production, sur les exigences exorbitantes du travail aliéné, il est évident que la sexualité doit être mutilée, réduite à son aspect de procréation. Les travailleurs qui ont comme loisir tout juste le temps nécessaire à la reconstitution de leur force de travail, ne connaissent trop souvent de la sexualité que la production d'enfants, voués aux usines et aux cadences infernales. Il n'y a qu'à voir la misère sexuelle des familles ouvrières. L'oppression du travailleur face à son patron se répercute ensuite dans ses rapports avec les femmes, avec les enfants qui sont habitués dès le plus jeune âge au schéma oppressif du maître et de l'esclave. Un père de famille (représentant de l'autorité de l'Etat au sein de la famille), exploité sur son lieu de travail, victime de la dictature des petits chefs, de retour chez lui, se comporte lui aussi comme un dictateur. L'éducation qu'il donne aux enfants, l'oppression qu'il exerce sur les femmes, éternelles mineures, façonne des individus

obéissants qui reproduiront à leur tour le même système d'oppression.

La famille joue ainsi le rôle de courroie de transmission de l'ordre étatique, et avec elle, l'école et l'armée. C'est pourquoi la bourgeoisie ne peut en rien se priver de cette arme qu'est l'oppression et la répression sexuelle. Car celles-ci conditionnent les individus à la pénurie par l'habitude de la continence, et la croyance fautive en une soi-disant vie privée, qui serait le lieu ultime de la liberté dans une société de plus en plus aliénante.

Pour nous, seule la Révolution Socialiste peut et doit supprimer cette oppression, d'abord par la suppression de la cellule familiale bourgeoise. Le socialisme doit être en tous points libérateur de sorte que pour nous, il est évident que tous les révolutionnaires doivent être partie prenante de la lutte pour une sexualité libérée. Quelles peuvent être, dès aujourd'hui, les étapes de cette lutte ?

Il faut, dès aujourd'hui, entreprendre une analyse de l'oppression sexuelle, afin de montrer aux masses la nécessité de notre lutte. Seuls les travailleurs conscients de cette oppression pourront définir la Révolution Sexuelle.

Cependant nous voyons déjà s'en dessiner les grandes lignes :

- suppression des inégalités entre les hommes et les femmes,
- liberté de choix des partenaires, suivant le désir et le plaisir de chacun, homosexualité et hétérosexualité ; dans un premier temps, divorce gratuit et reconnaissance du droit au

divorce par consentement mutuel, — contraception et avortement libres et gratuits, y compris pour les mineures,

— émancipation des enfants par la prise en charge collective de leur éducation, possibilité pour eux d'avoir une vie sexuelle satisfaisante et information sexuelle complète dès le plus jeune âge, — lutte contre la phalocratie, qui se caractérise par le culte de la virilité et du baiseur, et la dépréciation systématique des femmes et la répression faite aux homosexuels,

— lutte contre le sexisme, manifestation concrète de la phalocratie, qui se manifeste par la rigidité, la hiérarchisation des rôles et des tâches, les hommes exerçant le pouvoir et les femmes étant réduites à des fonctions subalternes,

— aménagement de lieux de rencontres dans le cadre des heures de loisirs,

— constitution de comités de lutte (comités Sexpol-Antinorm), sur une base de lutte de classes, chargés de dénoncer les séquelles de la répression sexuelle et de diffuser massivement l'information sexuelle.

Toutes ces analyses et propositions sont sujettes à débat, avec les camarades de l'Antinorm, dans les colonnes de Rouge, au cours de débats avec les comités Sexpol-Antinorm. Nous souhaitons que le FCR soit d'accord avec ces propositions et qu'il les inclue dans son programme (lors du meeting au Palais des Sports, les camarades présents ont, dans leur ensemble, bien accueilli ces propositions).

Pour le comité de rédaction, Guy MAES

EMPLOYEES AUX CHEQUES : UN METIER EN OR

Les chèques postaux de PARIS : 11.000 employés dont 95 % de femmes — la plus grosse concentration féminine d'Europe.

Elles ont défilé le 20 avril lors de la manifestation du MLAC. Le 1^{er} mai, elles étaient encore présentes.

A quelques semaines de la rencontre des femmes du 15 juin à Bièvres, appelée par la tendance lutte de classe du MLF, les « Les pétroleuses », Rouge est allé les interviewer au centre Bourseul.

► Qui sont les employées des chèques ?

Elles viennent de la province, parfois des Antilles, presque toujours de milieu rural, où grâce au BEPC, on peut passer le concours d'agent d'exploitation.

Alors commencent les promesses : on nous fait croire qu'on est envoyée à Paris juste pour un stage d'un an et qu'ensuite par les vœux de mutation on pourra retourner chez soi. En fait, c'est dix à quinze ans qu'on est forcée de rester à Paris.

► Dans quelles conditions vivez-vous à Paris ?

Avec un salaire qui en province paraît raisonnable (à l'embauche 1.100 F), on vit misérablement à Paris.

Il y a bien des « foyers » pour les employées, mais ça n'a rien d'un foyer : c'est plutôt des hôtels où on passe tout juste la nuit.

On ne vit à Paris qu'en pensant aux week-ends, aux vacances où on peut rentrer chez soi. On reste paumée à Paris.

► Et le travail aux chèques ?

Il n'y a que des femmes dans les salles. C'est un travail « féminin » : on est mal payées, c'est monotone ; on pointe des chiffres toute la journée, c'est épuisant nerveusement ; les cadences sont très rapides et ça se répercute sur la santé et la vie familiale. Beaucoup ont des insomnies, parfois des crises de nerfs. En plus, on ne se connaît presque pas, on nous déplace tout le temps d'un service à l'autre.

Et comme on est des femmes, on n'est pas considérées comme des travailleuses mais comme des gamines, y compris des syndicats. On est surveillées comme à l'école.

► Le centre de Paris va être

automatisé, les comptes traités par ordinateurs, comment cela se traduira-t-il pour les employées ?

Cela veut dire 6.000 suppressions d'emplois sur 11.000 employées. Alors, pour éviter les heurts, on essaye de nous dégoûter pour que nous partions de nous-mêmes.

Par exemple, 6 employées ont été nommées à Paris, mais « détachées » à Orléans pendant 11 mois où elles se sont installées. Après, on les a renvoyées d'office à Paris : elles font tous les jours Orléans-Paris et retour !

D'autre part, la direction embauche massivement des auxiliaires, depuis 3 ans. C'est illégal : ils n'ont pas le droit d'employer des auxiliaires à un poste fixe. Elles sont embauchées pour des « périodes d'essai » de un, deux, ou trois renouvelables jusqu'à ce que l'administration n'en n'ait plus besoin. L'automatisation, en fait, au lieu de permettre une amélioration des conditions de travail, se fait sur notre dos. Notre horaire dépendra de celui de la machine. Toutes les employées commenceront un jour sur deux à 7 heures et finiront un jour sur deux à 19 h30. On ne tiendra pas compte des femmes qui ont des enfants, car il est « incompatible avec l'ordinateur de commencer à 9 h ».

► Mais l'automatisation n'est pas encore en place, comment se passe la phase transitoire ?

Ça a commencé depuis plus d'un an. Peu à peu l'administration diminue les effectifs. On travaille normalement par groupes de trois. On a été systématiquement deux à y travailler depuis un an. Pendant ce temps, les cadences ont augmenté : c'est le « glissement à l'envers ». Depuis avril 73, on a 5.500 comptes à gérer par groupe, alors qu'avant on en avait 5.000.

Depuis un mois, c'est pire. Il y a de la place pour les machines, on nous entasse en attendant dans la moitié des salles. Le bruit est infernal et on a tout le temps mal à la tête.

► Comment arrivent-ils à faire tenir ces cadences et à les augmenter ?

C'est le système des « sorties

anticipées ». Une fois les comptes tenus, on peut sortir théoriquement, une demie-heure plus tôt. Alors on bourre pour pouvoir sortir de là et fuir cet endroit. Ensuite, ils rajoutent du travail !

D'autre part, les surveillantes entretiennent une compétition constante qui a été apprise aux employées pendant le cours.

Aujourd'hui, il y a des problèmes au « bancaire » (c'est le service qui s'occupe des chèques bancaires). Après la grève des banques, tout le retard accumulé est à rattraper, de plus, c'est juste le moment choisi pour nous mettre à 80 dans des salles de 40. C'est infernal.

Comme en ce moment, il y a souvent du ras-le-bol mais vu l'immensité du service et le travail en brigade qui est utilisé par l'administration pour opposer une brigade à l'autre, jusqu'ici, le bancaire n'est jamais parti. Un régime disciplinaire dur a été mis en place depuis avant 68 et les gardes-chiourmes sont à la CFT.

► Et les syndicats ?

Nous sommes très peu syndiquées encore à l'heure actuelle. Les employées essayent toutes de trouver la solution individuelle et elles ne connaissent pas réellement le rôle du syndicat. Aussi, les sections sont-elles faibles.

La CGT est très pessimiste, elle ne croit jamais que ça va démarer et quand ça part, par crainte d'un débordement, elle casse la lutte.

La CFDT est plus dynamique mais la section est encore très jeune. Notre difficulté c'est d'arriver à nous réunir : il y a les gosses, le ménage à tenir. Alors les femmes qui peuvent réellement militer sont très rares. Maintenant, la CFDT essaye de décentraliser son travail. On fait circuler des cahiers de revendications et ça permet des discussions. Jusqu'ici, les femmes subissaient. Mais maintenant, il y a une évolution des mentalités. Les jeunes râlent beaucoup plus, y compris les auxiliaires. Depuis toujours, l'administration nous tient avec des promesses non tenues, elle fait miroiter les mutations proches ; et maintenant ils se modernisent : ils ont fait un film pour vanter les bienfaits de la mise en électronique qui va être projeté à toutes les travailleuses... mais ce bourrage de crâne prend

de moins en moins.

► Comment se débrouillent les femmes qui ont des enfants ?

Individuellement. Nous n'avons pas non plus de crèches alors qu'il y a plus de 1.000 naissances par an aux chèques. L'avortement aussi est une préoccupation. D'après les statistiques, il doit y avoir 3 avortements par jour aux chèques. C'est pourquoi le MLAC-chèques a pu se fonder. Il répond à une nécessité de lutte très ressentie aux chèques. Et alors que les employées ne descendent presque jamais dans la rue, le 20 avril, nous étions plusieurs dizaines à la manif du MLAC. Pour nous, c'est beaucoup, problèmes. Le MLAC a commencé

Ce qu'il faudrait, c'est que les employées se connaissent, se rencontrent, qu'elles parlent de leurs

dans cette voie en parlant de l'avortement au grand jour. Il a ouvert une brèche. Maintenant on commence à parler de ce qui nous arrive. Il faut que chaque femme découvre que son problème personnel est vécu par d'autres, que c'est dû à la société qui maintient les femmes dans un état de dépendance.

Il faut qu'on brise notre isolement à la fois au travail mais aussi à la maison dans le carcan du foyer. Il faut arriver à briser la concurrence entre femmes, la compétition imposée par la vie ; car il faut toujours qu'on soit : la plus disponible, souriante, bien habillée... et aussi la plus rapide au travail, la plus docile. Il faut que toutes comprennent qu'elles ne sont pas des « gamines » mais des êtres humains à part entière.

publicité

TEP
direction qui retourne théâtre national
du 5 avril au 15 mai
MILAN KLINDERA
LES PROPRIETAIRES DES CLÉS.
17 rue malte-brun - Paris 20e
m^e gambetta - tél. 636.7909

meetings

Réunion Publique
apprès le n° 2 « Gardes-fous »
Réunion ouverte
Faculté de Jussieu
8 mai, 20 h. Salle 201, 2ème étage,
T.34/44.

9 mai
Meeting CSLRPC
Caen, 20 h 30, 9 Place de la Mare.

9 mai
Comité anti-militariste
Cinéma Le Vezelay
rue Martin Bernard Paris 13ème
Métro Place d'Italie
Pour la libération de Sylvain
Playaud et des soldats emprisonnés
Pour le soutien aux luttes des soldats
Contre l'armée de guerre civile et
les centres d'entraînement comman-
dos.

vient de paraître

« Lycée-Rouge » est le journal du Front des Cercles Rouges Lycéens. Au sommaire de son premier numéro : les lycéens et les élections, un dossier sur l'antimilitarisme. Ce journal a pour but de soutenir la campagne lancée par les cercles rouges lycéens de soutien aux appelés victimes de la répression militaire.

Commandes à la Librairie Rouge, 10 impasse Guéméné, Paris 75004. Prix 0,50 F.

revue QUATRIEME INTERNATIONALE

Editorial : la situation en France au printemps 74
Alain Krivine : Quel socialisme voulons-nous ?
Sakai : La situation politique au Japon
Ted Harding : L'opposition en Ukraine
Pierre Rousset : Le PC vietnamien et l'UP au Chili
Pierre Frank : 1923, un tournant historique
M. Merlin : L'enseignement en RDA

PARUTION : 15 MAI

commandes » 10, impasse Guéméné, Paris 4



Lettre ouverte à la rédaction du journal « Rouge »

Chaque candidat utilise sa femme comme potiche pour dire son mot, l'espace d'une campagne sur nos « problèmes » ; ils s'intéressent à nous parce que nous représentons plus de la moitié de l'électorat.

Or « Les Pétroleuses » (tendance lutte de classe du Mouvement de Libération des Femmes) étaient le 1^{er} mai dans la rue, pour dire ce que ces messieurs ne disent pas :

— le profit tiré de notre exploitation au travail (comme main d'œuvre à bon marché), à la maison (comme main d'œuvre gratuite pour l'éducation des enfants et les tâches

domestiques), de la consommation de notre corps par la publicité.
— notre oppression quotidienne.

Nous étions le 1^{er} mai dans la rue pour affirmer que ce n'est pas un changement de président qui changera notre vie, mais que la société que nous voulons ne se fera pas sans nous, sans le développement de nos luttes, sans notre regroupement, sans le mouvement de femmes.

La presse bourgeoise nous a vu, elle, à l'affût qu'elle est des nouveautés !

Mais la rédaction de Rouge est-elle aveugle et sourde ? Nos banderoles, nos mots d'ordre, nos chants, et les enfants que nous portons sur les hanches ou dans les bras, ne passaient pas inaperçus !

Eh, oui ! nous avons chanté notre défiance à l'égard de Mitterrand et notre refus des candidats

bourgeois. Nous avons crié notre volonté de changer la société.

Au fur et à mesure de la manifestation, notre cortège s'est grossi de femmes qui venaient avec nous affirmer leurs revendications qu'aucune organisation n'a réellement prises en charge.

Nous avons largement distribué un tract expliquant notre position dans les élections. D'ailleurs puisque vous semblez ne pas l'avoir lu, vous pourriez peut-être en passer des extraits dans un prochain Rouge.

Et puis, le candidat du FCR a bien consacré une émission de radio aux femmes et a conclu sur la nécessité d'un mouvement autonome des femmes.

Alors, entre l'émission de radio adressée à des millions de personnes, et un journal militant, on change de position ?

des diffuseurs et des lectrices de Rouge.



ET POUR QUELQUES CENTIMES DE PLUS...

le bide de Chaban, c'est aussi de la participation

● « Si la direction de Lip avait pratiqué la participation, on ne serait jamais arrivé à une telle situation ». C'est Messmer qui parlait ainsi en septembre 73. Dans cette remarque légionnaire se résume toute une politique : amener les directions syndicales à collaborer (la carotte) et taper durement sur tous ceux qui ne respectent pas les règles du jeu (le bâton). Mais la participation, slogan-clef du gaullisme, repris tout au long de la campagne de Chaban, ne fait plus recette. On comprend pourquoi.

INTERESSEMENT : LES TRAVAILLEURS PAS INTERESSES

Rompre la division « périmée » entre le Capital et le Travail. Faire

de chaque prolétaire un petit capitaliste en puissance, en suivant l'exemple de l'Allemagne... Ces objectifs illusoires n'ont pas été atteints.

L'intéressement, c'est un système d'épargne forcée qui a gelé de l'argent pendant 5 ans, sans que les travailleurs puissent en toucher un centime. Les fonds viennent d'être bloqués le mois dernier (le 1er avril exactement) : 800 millions à répartir entre 2,5 millions de salariés, ce qui fait 350 F par tête en 5 ans !

Exception faite de quelques entreprises où les sommes touchées sont plus importantes (Kronenbourg, Viniprix), l'intéressement n'est que la tentative d'acheter la sagesse des travailleurs avec un plat de lentilles.

Malgré les grandes orgues de la publicité gouvernementale, c'est un échec total :

— à Renault, 600.000 actions sont vendues dans l'indifférence générale ;

— à la BNP, 5 % du capital sont proposés au personnel sous forme d'actions, 1 % seulement trouve acquéreur !

La conclusion, c'est l'hebdomadaire économique « Les Informations » qui la donne : « C'est clair. Les Français réagissent encore à 99 % comme des salariés et à 0,01 % comme des actionnaires ».

UN PATRONAT PLUS QUE RETICENT

Toute la démagogie sociale de Chaban, que ce soit l'actionariat, l'intéressement, les horaires variables ou des formules de co-gestion, a toujours rencontré un accueil très sceptique du patronat.

Pour être payante, elle supposait en effet trois conditions : la collaboration active des directions syndicales (comme dans le cas de l'Allemagne), une passivité relative de la classe ouvrière et des moyens suffisants à la disposition du gouvernement pour qu'il puisse financer des mesures sociales minimales.

Aucune de ces conditions n'est réunie en France aujourd'hui. Il est d'ailleurs significatif de voir quels virages ont pris les patrons de Sommer-Sedan ou de Berliet à Lyon, d'une politique participative avortée à l'implantation et au financement des nerfs de la CFT.

A l'heure où la situation économique rend plus hypothétique encore le financement d'une telle politique et laisse prévoir d'inévitables luttes sociales, le patronat n'a pas suivi Chaban.

Un exemple : la Rhodiacta de Besançon

■ Après 68, la direction de la Rhodia a lancé une grande offensive pour intégrer les travailleurs dans la gestion des ateliers. Mobilisant la maîtrise et un service de psychologie (le cabinet Vidal), ils ne lésinèrent pas sur les moyens (4 millions en un mois). L'affaire commença dans un atelier :

« Au TES, ils ont organisé des discussions, explique un militant syndical de l'usine, et ils ont formé des groupes et quand 50 % des gars ont été d'accord, ils ont passé l'atelier en autonomie. Ça voulait dire : la direction fixe les objectifs et dans ce cadre les gars s'organisent comme ils veulent ».

Cette entreprise commença dans un atelier et étendue à d'autres visait deux buts : augmenter la

productivité et développer un « esprit maison » par des primes au rendement. Ces buts sont loin d'être atteints :

« Au début, ça semblait prendre ; le travail semblait plus intéressant. Mais très vite les gars se sont rendus compte que l'unité traditionnelle dans les ateliers faisait place à un esprit de concurrence, que la politique des primes liées à la productivité était un attrape-couillon. Petit à petit, l'unité s'est refaite et maintenant les gars sont dans la lutte pour les 5/8. Les sections syndicales, à contre courant, se sont battues en dénonçant l'impossible participation dans un système de profit. En gros, maintenant c'est un échec de la direction, même si elle tente de poursuivre ses objectifs d'intégration ».

hôpital psychiatrique Cayssiols : UN AN APRES

● Depuis le 26 avril, les travailleurs de l'hôpital psychiatrique Ste-Marie de Cayssiols (Rodez) occupent leur hôpital.

Il y a un an, après une grève d'un mois, ils avaient arraché aux bonnes sœurs de la direction un certain nombre de revendications (droit syndical, prime de nuit égale pour tous, etc...). Depuis, ces avantages acquis avaient été systématiquement remis en cause ; la convention collective n'étant d'ailleurs signée que par les jaunes de la CGC et de FO.

Face à cette intransigeance, il n'y avait qu'une réponse possible : repartir en grève illimitée. C'est ce que décida l'assemblée générale du 25 avril. Dès le début, le personnel s'est appliqué à donner à la lutte un maximum de solidarité : le standard et l'entrée sont occupés. Les grévistes organisent eux-mêmes la marche de l'hôpital, constituant un service de sécurité, contrôlant les entrées et les sorties, etc... Pour permettre aux travailleurs de participer activement à leur lutte, trois commissions sont mises en place pour discuter de l'ac-

tion, la popularisation et la psychiatrie. Un comité de grève élu en assemblée générale et responsable devant les travailleurs fait le point tous les jours sur l'évolution du conflit.

Les revendications ? Il y en a un paquet : d'abord le maintien intégral des avantages acquis et la mise en pratique de toutes les promesses non réalisées depuis un an que ce soit sur les effectifs, les transports, le droit politique dans l'entreprise, ou les basses catégories... Mais le conflit actuel s'est aussi centré sur quelques revendications nées dans la lutte :

- 1500 F minimum à l'embauche
- prime de nuit pour tous à 2 F
- révision des classifications
- réduction du temps de travail à 36 heures pour le travail de nuit.

La direction a réagi avec la piété patronale qui la caractérise : les calomnies pour commencer (ces grévistes qui ont osé « bousculer » des bonnes sœurs pendant l'occupation) ; et puis la justice terrestre : le tribunal des référés a ordonné l'évacuation des locaux depuis le 30 avril.

Mais l'action continue ; les grévistes restent dans les locaux, et ils sont déterminés à aller jusqu'au bout.

Envoyez tout message de soutien au Comité de Grève de l'Hôpital psychiatrique Ste Marie de Cayssiols (Rodez).

Soutien financier : Syndicat départemental des Services Santé et Sociaux 329 33 N Toulouse (Mention : Solidarité Cayssiols).



ils ne respectent pas la trêve

BLINDEX : LES JAUNES CONTRE LES GREVISTES

■ Le 6 mai au matin une équipe de nerfs patronaux, regroupés dans la section FO de BLINDEX à Marseille, ont attaqué le piquet de grève de l'usine. Les travailleurs ont du reculer devant la brutalité des jaunes qui, à coups de matraques, ont envoyé quatre ouvriers à l'hôpital. Immédiatement après cette agression, les camions ont recommencé, comme avant la grève à charger les accumulateurs.

Des contacts ont aussitôt été pris avec les sections syndicales des usines des alentours notamment celle de Hexa-LIMBOURG.

CET LA FERTE : MANIFESTATION VENDREDI

■ Suppression de la section mécanique Auto du CET de la Ferté Bernard. Telle est la mesure que vient de prendre le Recteur de l'Académie de Nantes, entraînant la mise à la porte de 70 élèves et de 4 auxiliaires. Les professeurs ont répondu en décidant une grève de 24 heures par semaine, la grève administrative et la grève des examens. Le Comité Rouge de La Ferté est solidaire de la lutte des profs du CET.

Il appelle les lycéens à envoyer une délégation à la manifestation qui aura lieu le 10 mai à 17 heures.

THERMES D'AIX : REPRISSE DANS L'UNITE

■ Après 3 mois et demi de grève, un accord a été conclu le lundi 29 avril à l'inspection du travail de Marseille. Les grévistes n'étaient pas au bout du rouleau, mais il n'y avait plus de moyens de faire céder davantage le patron à partir de l'usine seule, et il n'y avait aucune perspective d'extension de la grève.

- La lutte s'est donc terminée sur une demi-victoire avec :
 - * 40 centimes pour tous (avec indexation sur le SMIC)
 - * 20 % sur la prime d'assiduité (soit 10 F de plus par mois pour tous)
 - * un réfectoire
 - * un local syndical

Mais la direction a refusé la réintégration des ouvriers licenciés et l'indemnisation des jours de grève.

Le travail a repris mercredi dernier. La veille, les grévistes des Thermes avaient pris place en tête du cortège syndical du 1er mai, avec une banderole signée Comité de grève et section CFDT. Après la reprise, le moral est bon. On sait qu'il y a des risques de licenciements ; mais pour briser maintenant la volonté de lutte des ouvriers et des ouvriers de l'usine... c'est la majorité du personnel qu'il faudrait licencier.

OCCUPATION AU SERVICE DE PREVENTION D'ELBEUF

■ Au S.E.P.A.E. (Service d'Education et de Prévention de l'Agglomération Elbeuvienne) le directeur licencie un éducateur le 27 avril et bloque l'action menée depuis deux ans sur le quartier du Puchot. Le motif invoqué en dit long : impossibilité de « contrôler » l'action éducative.

Les éducateurs unanimes, ont décrété sur le champ la grève illimitée avec occupation. Ils se battent pour la liberté de l'action éducative et la réintégration de leur camarade. Ils sont assurés, d'ores et déjà, du soutien de la population du Puchot.

SALAMANDER : LES PROMESSES DE BIDEGAIN

■ A la Société Nouvelle Romainaise (ex-Salamander) l'occupation commencée le 2 mai se poursuivait hier : pour le remboursement de 19 ouvriers conformément aux accords passés avec José Bidegain, qui prévoyaient l'entrée en service de la SNR, le 2 mai avec maintien de tout le personnel.

CONTRE LE LICENCIEMENT D'UN JOURNALISTE DE FRANCE-ANTILLES

■ Armand Boye, le responsable de l'édition de la Guadeloupe de France-Antilles a été licencié. Ce journal, qu'on appelle là-bas non sans raison « France-Menti » a simplement publié toutes les candidatures autres que celle de Giscard d'Estaing. Des journalistes et des pigistes avaient protesté contre cette intox. Robert Hersant, le directeur — qui venait de s'illustrer en cassant une grève de plusieurs semaines —, a répondu par un licenciement. Le SNJ de Paris-Normandie a dénoncé cette mesure de répression.

LUTTES CONTRE LES CADENCES A BERNARD-MOTEURS (RUEIL)

■ Depuis une semaine, des débrayages répétés et des baisses de cadences ont lieu sur les chaînes à Bernard-Moteurs.

L'usine de Rueil, récemment rachetée par Renault, connaît une situation florissante, très nombreuses commandes, etc. Cela se traduit par une accélération vertigineuse des cadences. L'année dernière, 12 travailleurs fabriquaient 150 moteurs par jour, aujourd'hui 15 personnes en font 250 ! Les uns après les autres les chaînes débrayent ou font tomber les cadences à une centaine de moteurs.

La plupart des travailleurs de Bernard sont des immigrés. Ils demandent :

- la réduction des cadences
- une augmentation des salaires : 200 F par mois et pour tous
- le passage de O.S.2. à O.S.S.
- le statut Renault





LA SORTIE DU « SOCIALISTE » BRANDT

C'est à 0 h 4, mardi matin, que la démission du chancelier Brandt a été rendue publique. La plupart des ministres n'a appris la décision que par la radio ou les dépêches d'agences.

« J'assume l'entière responsabilité politique des négligences à propos de l'affaire Guillaume et donne par la présente ma démission en tant que chancelier fédéral ». Telle est la raison donnée par W. Brandt.

Cette démission ne bouleversera pas le calendrier électoral. Le 15 mai comme prévu sera élu le nouveau président de la République fédérale allemande. Ce n'est que le lendemain que sera formé le gouvernement. D'où et déjà, le comité restreint du SPD réuni en séance extraordinaire hier a désigné l'actuel ministre des Finances, Helmut Schmidt comme candidat au poste de chancelier. Et les libéraux ont annoncé qu'ils maintiendraient leur participation au gouvernement de coalition avec les socialistes.

Cependant, il ne s'agira là que d'une nouvelle étape dans le déclin de ce gouvernement déjà marqué en juillet 72 par la démission de son ministre de l'économie, Karl Schiller, passé à l'opposition chrétienne démocrate. De nouvelles élections pour le renouvellement des Diètes et des Länder auront lieu au début de l'été et à l'automne. Elles risquent de confirmer les succès électoraux déjà obtenus par la démocratie chrétienne cette année.

Dans ce cas, tout contribuerait à faire du prochain gouvernement un simple gouvernement de transition en attendant le retour du CDU. Le secrétaire des chrétiens sociaux bavarois, Gerald Tandler (allié du CDU) a déclaré hier matin que la coalition socialo-libérale est « au bout du rouleau moralement ».

Bien que l'affaire d'espionnage Guillaume constitue la raison apparente de la démission du chancelier Willy Brandt, il serait erroné de la comprendre dans un cadre trop étroit.

La démission de Willy Brandt participe plus généralement de la crise de direction de la bourgeoisie européenne, qui s'étend à l'Allemagne. La bourgeoisie ouest-allemande a manifesté un mécontentement croissant ces derniers temps envers le gouvernement de coalition socialo-démocrates-libéraux et son désir de revenir à un gouvernement dirigé par la démocratie chrétienne (CDU). La principale raison en est l'incapacité de la social-démocratie allemande d'utiliser les syndicats efficacement pour maintenir les revendications salariales dans des limites compatibles avec la stabilité économique.

Ce fut particulièrement évident lorsque les syndicats des services publics avaient repoussé au début de l'année, la demande gouvernementale de maintenir leurs revendications d'augmentation de salaire à moins de 10 %. La mobilisation de la classe ouvrière contre l'inflation et l'insécurité de l'emploi a ainsi forcé la bureaucratie syndicale à durcir son attitude dans les luttes salariales, contre la volonté de ses « camarades » sociaux-démocrates du gouvernement.

Constatant l'échec de la politique des revenus fondée sur l'accord entre gouvernement et syndicats, la bourgeoisie ouest-allemande se tourne vers la perspective d'un gouvernement démocrate chrétien (CDU) fort, libre de tout lien avec les syndicats et plus apte en conséquence à mener une politique législative et répressive autoritaire contre le mouvement ouvrier. Ceci éclaire l'offensive idéologique des derniers mois contre les prétendues tendances gauches du SPD et la démagogie électorale du CDU envers les caté-

gories sociales, les couches moyennes touchées par l'inflation.

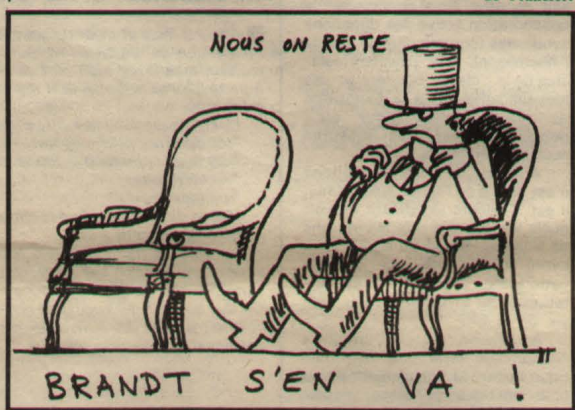
Les élections municipales et régionales de cette année, (à Hambourg, en Rhénanie-Palatin, en Hesse notamment) ont montré le succès de cette offensive. Les classes moyennes se retournent vers le CDU, ainsi qu'une partie des travailleurs qui avaient manifesté leur confiance au SPD, lorsqu'ils ont élu en novembre, un gouvernement qui s'est montré ensuite incapable de maîtriser l'inflation et s'est opposé aux luttes syndicales de défense du salaire réel.

La démission de Willy Brandt marque la fin d'une époque où le SPD put gouverner avec le soutien d'une partie importante de la bourgeoisie en même temps que l'appui des masses travailleuses. Face à la multiplication des conflits avec le mouvement ouvrier et face aux distances prises par la bourgeoisie, les dissensions se sont aggravées au sein même du SPD. L'aile droite insiste sur la nécessité de donner des garanties à la bourgeoisie et de ne pas faire de concessions à l'aile

gauche du parti, afin de reconquérir l'appui électoral des couches moyennes. Les jeunes socialistes (JUSOS) et une partie de la bureaucratie syndicale, réclament en revanche une politique plus nette en faveur des revendications ouvrières. La base qui soutenait l'orientation de Brandt, conciliant les deux ailes, n'a cessé de s'affaiblir.

La succession probable de Brandt, Helmut Schmidt est un leader reconnu de l'aile droite. Il avait gagné la sympathie des dirigeants américains en s'opposant fermement aux positions de Jobert au moment de la conférence de Washington sur les problèmes pétroliers. Mais, il ne bénéficiera ni de la même confiance de la bureaucratie syndicale que Brandt, ni de sa capacité à intégrer et neutraliser les jusos. Sa tentative de maintenir le SPD au gouvernement va seulement préparer le terrain à un gouvernement CDU. Et il ne sera en rien capable d'enrayer la crise de la social-démocratie allemande.

Correspondant
de Francfort



LA REPUBLIQUE EST MORTE A DIEN BIEN PHU

« La République est morte à Dien-Bien-Phu ». Un film de « reconstitution historique » de Lacouture.

Devillers et Kanapa, monté à partir de documents et bandes d'actualité de l'époque, d'interviews récentes de protagonistes des événements d'alors. Un film intéressant à plus d'un titre. D'abord parce qu'il rappelle — ou apprend — bien des éléments qui ont présidé au déroulement de cette première « sale guerre » coloniale d'après la Libération (depuis les accords qui divisaient l'état-major français en 1945-47 jusqu'aux propositions américaines de bombardements atomiques des environs de Bien-Bien Phu en 1954). Ensuite parce qu'il montre le rôle joué par la question indochinoise dans la désagrégation de la IV^{ème} République et la préparation du coup gaulliste de 1958.

Un film intéressant mais décevant. L'éclairage est étroit et presque unique : l'évolution des sommets militaires et civils français. Les racines de classe (intérêts impérialistes et guerre révolutionnaire) du conflit ne sont qu'évoquées. On ne voit des zones vietminh que l'activité de Ho-Chi-Minh et quelques séquences qui suggèrent la mobilisation de masse. De la réforme agraire de 1953-1954 — qui a permis Dien-Bien Phu, on ne parlera pas et cette approche superficielle permet aux protagonistes d'alors de se défilier de leurs responsabilités aujourd'hui : tout le monde se décharge sur le voisin. Les civils sur les militaires, le MRP sur les socia-

listes. Et cela permet d'esquiver les débats gênants. Les socialistes ont l'air prisonniers d'un monde absurde, presque « irresponsable ». Ils ont pourtant agi, en engageant la sale guerre, en fournisseurs de l'impérialisme français. Le débat sur l'attitude du PCF jusqu'en 1947 est édulcoré en un vague dialogue contradictoire et indirect entre Ducloux et Tillon : sur quoi fallait-il être chassé du gouvernement, la grève Renault ou l'Indochine ?

Alors que l'abstention (et non le vote contre) des députés communistes sur les crédits de guerre pour l'Indochine en 47 n'efface pas le vote favorable des ministres communistes « par solidarité ministérielle ». Il s'agissait bel et bien d'une trahison des intérêts de la révolution indochinoise au nom de l'intérêt national français. La volonté d'indépendance des colonies était alors dénoncée comme « prématurée » par le PCF. Les textes pouvaient être cités.

Dès le début, la faveur accordée aux propositions de négociations que le général Leclerc prônait, indique la couleur. On ne montre en effet pas pourquoi elles s'inscrivaient dans un projet néo-colonialiste avant la lettre. Derrière l'interprétation désincarnée et superficielle de l'histoire apparaît une orientation politique, mendésiste. Leclerc-Mendès, même combat ! Mendès-France, l'homme qui a su courageusement franchir à Genève et rompre avec la France coloniale ? Ou Mendès-France, l'homme qui a accepté de signer des accords qui passaient la main aux américains pour la seconde guerre d'Indochine ?

Chili

LE TEMPS DES PROCES

Aujourd'hui, des officiers socialistes de l'armée chilienne passaient devant les conseils de guerre de la Junte, sont condamnés à mort après des mascarades qui n'ont de procès que le nom. Mais pourquoi l'armée chilienne ne s'est-elle pas divisée au jour du coup d'état militaire. Pourquoi le « loyalisme » de certains officiers et de certaines unités ne s'est-elle pas transformée en jonction d'une partie de l'armée avec la classe ouvrière contre les putschistes ?

Autant de questions que les réformistes n'aiment pas entendre. Toute la responsabilité de la préparation du putsch incombe à l'impérialisme. Mais la politique réformiste de l'UP a joué objectivement un rôle non négligeable pour que la tentative devienne une réussite.

Mais la politique de recules et d'atémoulement qui fut menée au Chili ne fut pas l'oeuvre du seul Allende. Tous les partis réformistes de l'UP l'ont assumée. Toute la politique militaire de l'UP était fondée sur le respect du professionnalisme de l'armée chilienne, c'est à dire sur l'illusion que l'armée, comme l'appareil d'état, se situait au-dessus des classes.

S'il s'agit dès lors pour l'UP de gagner le commandement pour s'acquiescer les bonnes grâces de la caserne militaire.

Les accords de défense conclus avec l'impérialisme sont respectés. (Organisation panaméricaine de défense, envoi d'officiers aux stages antiguerrilles de Panama, les missions militaires françaises et US restent en place à Santiago).

Faute d'obtenir la sympathie du corps des officiers, on tente de les neutraliser financièrement (facilités de crédit pour l'achat de voitures, de maisons individuelles) etc...

Enfin, face aux provocations de la droite, le régime Allende ouvrira toutes grandes les portes de la vie publique et économique aux militaires qui sont appelés au gouvernement en décembre 72 après avoir été invité à diriger l'administration civile.

(Corfo, DIRINCO). Enfin le vote de la loi sur le contrôle des armes, théoriquement destinée à lutter contre le terrorisme de Patrie et Liberté, sera une arme efficace aux mains des militaires dans la

préparation du coup d'état du 11 septembre.

L'UP s'est appuyée sur les généraux dits « loyalistes » comme Prats ou Bachelet. Mais ces généraux prêts à ne pas renverser Allende, n'étaient pas disposés à passer dans le camp de la révolution. C'est Prats qui ordonne la restitution à leurs propriétaires, des usines occupées par les travailleurs après la crise d'octobre 72 et Bachelet qui tente de faire passer les JAP, les comités de contrôle de l'approvisionnement, sous son contrôle étatique. Le « tankazo », mini coup d'état militaire du 29 juin 73 montera l'aveuglement d'une telle politique.

Au moment où les fusilliers marins et les commandos de l'armée de l'air multiplient les attaques contre les usines occupées et les militants de gauche, l'ancien ministre socialiste Toma déclare à propos des officiers généraux : « On voit maintenant la possibilité que ceux qui respectent la constitution et la loi puissent défendre les intérêts et les acquis des travailleurs ». Quand les ouvriers de la FAMAE (usine d'armement) occupent leur usine, c'est le PS qui interviendra pour briser le mouvement.

Quand les marins anti-putschistes de Talcahuana et Valparaiso sont arrêtés et torturés en juillet 73, pour avoir refusé d'obéir à leurs officiers factieux, le gouvernement d'Allende les dénoncera comme provocateurs.

Alors que les officiers putschistes du 29 juin ne sont pas poursuivis ni châtiés, Allende dénonce pêle-mêle dans un discours les provocations de l'extrême droite et de l'extrême gauche... Car pour Allende « les seules forces armées sont celles qui contemplant la Constitution » (25 juillet 73).

Devant la nécessité à l'été 73 d'armer les travailleurs, les réformistes de l'UP préfèrent appeler les militaires à former un gouvernement de « Sécurité Nationale ». Dès lors, assurés de son impunité, l'armée chilienne obligera Prats à démissionner, préparant ainsi ces lendemains qui mitrailent.

On ne compose pas avec l'armée bourgeoise !

On ne fait pas l'économie d'une révolution.

« EL MERCURIO » SOUTIENT GISCARD

Souvenez-vous... Il y a huit mois, « El Mercurio », quotidien chilien du matin, était le principal agent de propagande de la junte fasciste de Pinochet. C'est avec lui que le fascisme devint quotidien : tous les jours, une page était réservée à la délation et, contre rançon, il était permis à n'importe qui de dénoncer son voisin de palier comme « vermine marxiste » ou « terroriste ». Huit mois ont passé. Et aujourd'hui, le même journal apporte son soutien à Valéry Giscard d'Estaing ! « El Mercurio » souligne en effet qu'au second tour,

« les gaullistes purs et leurs alliés devront dépasser leurs querelles pour faire obstacle au marxisme » et que si « Valéry Giscard d'Estaing est élu à la présidence de la République, la France sera gouvernée par un homme de solide formation universitaire, d'esprit clair, à la fois humaniste et scientifique, et d'une honnêteté personnelle à toute épreuve ».

Comme quoi il n'y a pas qu'en France que les adorateurs de Pinochet ont une faiblesse pour Giscard : on a les alliés que sa politique mérite !



manifestation des travailleurs immigrés africains au Portugal, passant devant les soldats.

LE « MAI 68 » PORTUGAIS

Le Portugal à la pointe de la lutte des classes en Europe

La situation d'effervescence actuelle au Portugal et dans les colonies contraste avec la volonté politique de la Junte. A son retour d'Afrique, Gomez, l'un des dirigeants de la junte, déclarait avant hier : « De nombreux habitants des territoires d'outre

mer sont politiquement naïfs. Nous ne pourrions accepter un vote d'in dépendance de ces territoires que s'il a été pris consciemment ». Ces prises de position montrent l'écart entre les revendications des masses et le cadre fixé par la bourgeoisie.

Des centaines de milliers de manifestants dans la rue ; des milliers de soldats et marins défilant bras dessus bras dessous avec les ouvriers et les étudiants, scandant les mots d'ordre des partis ouvriers et des organisations révolutionnaires ; les soldats et marins chargés de surveiller la foule agitant des drapeaux rouges à faucille et marteau du haut de leurs camions militaires : Péetrograd 1905 ? Scènes du Cuirassé Potemkine de Eisenstein ? Non, c'est Lisbonne le 1er mai 1974 !

La crise au sein de la bourgeoisie, avec le développement des secteurs du capital financier favorables à une solution négociée dans les colonies, à un rapprochement avec le Marché Commun européen et à une modernisation des structures économiques et sociales, constitue l'arrière-plan du mouvement militaire qui a renversé le régime fasciste pourri, vermoulu et anachronique de Caetano et ses comparses. Cependant, le coup militaire du 25 avril a ouvert la voie à un verti-

gineux et surprenant essor des masses, qui risque très rapidement de déborder l'actuelle « junte de salut national », dirigée par Spínola. Le soulèvement de la chape de plomb du fascisme a libéré des énergies fantastiques, écrasées pendant un demi-siècle de dictature. La bourgeoisie se trouve prise au dépourvu : dans l'absence d'un appareil politique de rechange, elle est obligée pour le moment d'abandonner la scène politique au PC et au PS, qui apparaissent déjà comme partis de masse et comme candidats au gouvernement provisoire qui devra être constitué bientôt.

A la base, chez les ouvriers, employés, étudiants, intellectuels, c'est l'effervescence, l'euphorie, la mobilisation massive. Partout on chasse à coups de pied les « autorités » fascistes. Dans les entreprises d'Etat, institutions publiques, universités, syndicats, journaux, radios, on réclame (et on impose !) pélemêle l'élection des cadres par les travailleurs, l'autogestion, le contrôle ouvrier. Les mass-media ouvrent largement leurs pages et leurs antennes, non seulement au PC portugais mais aussi aux organisations révolutionnaires. La radicalisation est inégale et combinée : ici, on acclame la junte de salut national, là, on exige le pouvoir aux travailleurs. Parfois, ce sont les mêmes individus qui, par exemple le 1er mai, criaient « Vive Spínola », et à la fin de la journée « Le pouvoir aux ouvriers ». Les drapeaux rouges ont surgi de partout : au début, il n'y avait pas encore de drapeaux, et les jeunes gens agitaient des foulards ou des chemises rouges, tandis qu'ailleurs c'est encore derrière le drapeau « national » que défilent les travailleurs. Dans l'ensemble, c'est un mélange de la libération de 1944 (en France) et de mai 1968, tandis que l'apprenti De Gaulle portugais (Spínola) contrôle difficilement la situation.

Un des phénomènes les plus intéressants de ce « mai portugais » est la politisation et la radicalisation rapides au sein de l'armée. On peut distinguer dans le corps d'officiers plusieurs tendances :

1. la haute hiérarchie, au « glorieux » passé fasciste, qui essaie, tout en purgeant ses éléments les plus compromis (des dizaines de généraux et d'amiraux ont été mis sur la touche il y a quelques jours), de rétablir rapidement « l'ordre et la discipline ». Hégémonique dans la junte de salut national, elle multiplie les mises en garde, les rappels à l'ordre et les menaces voilées, tout en lâchant du lest face aux pressions des jeunes officiers et face à l'essor des masses ;
2. les capitaines de métier, fer de lance du mouvement militaire du 25 avril, démocrates petits-bourgeois idéologiquement amorphes, pouvant se polariser à droite face au « danger rouge » ;
3. les capitaines « civils » (appelés), numériquement majoritaires dans l'armée, fortement travaillés par le PS, le PC, et parfois marins qui participent massivement à toutes les

manifestations de rue. Des tentatives d'auto-organisation commencent dans les casernes et les bataeux.

Quel rôle jouent dans cette conjoncture les réformistes ? Les sociaux-démocrates, dirigés par Mario Soares, soutiennent inconditionnellement la junte, et aspirent à un gouvernement d'« union nationale », allant du PC aux soi-disant libéraux de l'ancien parti fasciste (Miller Guerra, etc.). Le PCP, largement hégémonique dans la classe ouvrière, grâce à son prestige de résistance anti-fasciste, est disposé lui aussi à tout sacrifier sur l'autel de l'unité nationale, et évite toute action contradictoire avec l'orientation de la junte. Par exemple, il ne mène pratiquement aucune action de masse contre la guerre coloniale et multiplie les appels contre « l'aventurisme », allant même dans un communiqué (5mai) jusqu'à s'opposer au renversement « illégal » (qui commence pourtant un peu partout) des municipalités fascistes encore établies ! Tant le PS que le PC fondent toute leur stratégie sur l'unité entre « le peuple » (dans son ensemble) et « l'armée » (dans son ensemble) et attendent patiemment que la junte veuille bien les appeler au gouvernement provisoire.

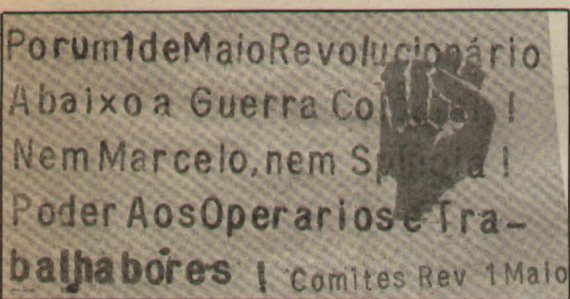
Le point faible de la junte de salut national est la guerre coloniale. Spínola et ses généraux en sont encore à proposer aux mouvements de libération « la paix des braves » : leur « reconnaissance comme partis politiques » à condition qu'ils déposent les armes. En attendant, déclare le général Dias Gomes de la junte, la guerre contre le MPLA, le PAIGC, et le FRELIMO, continue. Or, comme aucun mouvement de libération n'accepte cette reddition déguisée, la guerre coloniale risque de se prolonger. Or, la révolte contre la continuation de la guerre est pratiquement unanime dans la population et chez les soldats : les mots d'ordre lancés par les révolutionnaires le 1er mai et dans d'autres manifestations de rue récentes — « A bas la guerre coloniale », « Plus un soldat pour

les colonies », « Retour des soldats » — ont été massivement repris par la population et scandés par des étudiants et des ouvriers, des ménagères et des marins, des travailleurs noirs et blancs qui assistaient aux défilés.

D'autre part, des refus de soldats d'embarquer pour les colonies commencent à avoir lieu, et le mécontentement contre la continuation de la guerre se fait jour aussi chez beaucoup de jeunes officiers. Les militants opposés à la guerre ne désertent plus, mais organisent la défiance dans les casernes, trouvant autour d'eux un grand écho. L'heure est arrivée pour un travail léniniste de désintégration de l'appareil militaire bourgeois !

Si Spínola est le « prince Lvov » de cette « révolution de février » portugaise, si le social-démocrate Mario Soares est un parfait Kérénsky, et si Alvaro Cunhal (secrétaire du PCP) est le digne émule de Dan ou Martov, où se trouvent les bolchéviks capables de mener les masses, les travailleurs, les étudiants, les intellectuels, les jeunes officiers révolutionnaires, les soldats et marins rouges, vers un octobre portugais ? C'est d'eux que dépend l'avenir du processus engagé au Portugal ; c'est par leur action et par l'initiative des masses laborieuses qu'on pourra empêcher Spínola de devenir Spinochet...

Lisbonne le 5 mai 1974
Carlos Henrique
Correspondant de Rouge à Lisbonne



Porum 1 de Maio Revolucionário
Abaixo a Guerra Colonial !
Nem Marcelo, nem Spínola !
Poder Aos Operários e Trabalhadores ! Comités Rev 1 Maio

traduction :
POUR UN PREMIER MAI REVOLUTIONNAIRE !
A BAS LA GUERRE COLONIALE !
NI MARCELO CAETANO, NI SPINOLA !
LE POUVOIR AUX OUVRIERS ET AUX TRAVAILLEURS !
Comités révolutionnaires 1er mai.



cortège de travailleurs africains immigrés, animé par la LCI. Sur la banderole on lit : « Plus un seul soldat pour les colonies ».

GREVE GENERALE A NEW DELHI ET BOMBAY

Le 3 mai, New Delhi et Bombay étaient paralysés par une grève générale en soutien aux cheminots en lutte pour des augmentations de salaire de 70 % et le 13ème mois. Le gouvernement indien d'Indira Gandhi a en effet répondu par une répression d'une rare ampleur au mouvement des cheminots en arrêtant de 1000 à 2000 syndicalistes. Un front uni des organisations syndicales et des partis de gauche (dont le PC pro-soviétique qui vient de passer dans l'opposition) s'est constitué à cette occasion. Six cheminots auraient été tués à Kutch, dans l'ouest de l'Inde, par les forces gouvernementales.

LA GREVE DU RAIL EN INDE

L'épreuve de force est engagée entre le gouvernement de Mme Gandhi et le plus important des syndicats de cheminots indiens dont l'ordre de grève illimitée lancé pour mercredi matin peut avoir les conséquences les plus graves pour l'économie indienne.

Les dix mille soldats du génie ferroviaire, les unités territoriales et les forces de sécurité des

frontières ont été déployées aux points stratégiques pour assurer un service minimum et éviter les sabotages.

Des appels au civisme des cheminots sont lancés par radio et par des placards qui couvrent des pages entières dans la presse. Des primes spéciales, de l'avancement sont promis aux cheminots qui ne feront pas grève.

Le gouvernement se propose de réquisitionner 25.000 camions pour assurer le transport du charbon. Les voyageurs prennent d'assaut les compagnies aériennes qui ont remis en service de vieux appareils.

Le réseau indien, le quatrième du monde avec ses 60.000 km de voies ferrées, ses 10.700 trains quotidiens et ses 1.500.000 employés, est considéré comme « la ligne de vie » de l'immense continent indien. Il constitue la plus grande des entreprises nationalisées de l'Inde.

MADRID (AFP)

« ABC » (monarchiste) met en relief mardi toutes les qualités qu'il trouve à M. Giscard d'Estaing : « Son habitude du succès, son don de rendre claires les affaires politiques, son catholicisme de rigoureuse observance et sa fortune, gage

d'incorruptibilité dans les affaires politiques ». Quant à la gauche, souligne le journal, elle s'est montrée « incapable d'être au premier tour le séducteur Mitterrand ».

ETATS-UNIS

La crise politique bat son plein. Il n'y a pas de jour sans qu'un nouveau scandale ne couve ou n'éclate.

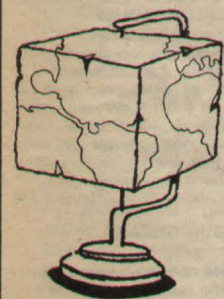
Et déjà certains préparent les échéances de 1976.

En effet en cas de démission de Nixon, le vice-président Ford lui succèdera. Hier matin, ce dernier déclarait devant le club économique de New York :

« Je pense que j'ai l'expérience nécessaire pour remplacer le président Nixon. Je ferais de mon mieux sans avoir à m'en excuser ».

Quant à Edouard Kennedy, il a annoncé le même jour que « avec l'accord de sa famille, il serait candidat en 1976 mais qu'il ne prendrait sa décision définitive qu'en 1975 ».

Ainsi la course à la Maison Blanche est déjà entrée dans une phase active !



aux quatre coins



ARBITRAIRE...

Le plus scandaleux de tout est l'arbitraire complet de la répression qui les frappe. Tandis que les tribunaux militaires assaisonnent les insoumis et déserteurs d'une façon qui révolte « L'Humanité » et « Le Monde » eux-mêmes, on a vu récemment des tribunaux civils refuser de condamner des insoumis à l'ONF tant que le Conseil d'Etat, saisi par les objecteurs de l'illégalité du décret de Brégançon, ne se serait pas prononcé.

Ainsi, les affaires de Georges Tavad à Versailles, de José Genon, Dominique Comte et J.M. Gallais à Marmande, ont-elles été renvoyées sine die en attendant la décision du Conseil d'Etat. C'est une première victoire.

Victoire renforcée par la récente décision du Conseil d'Etat d'annuler la décision de la commission aux ordres de Galley refusant à six objecteurs le statut sous le prétexte qu'ils avaient employé une formule commune et « stéréotypée »...

VITALITE DU MOUVEMENT

Le décret de Brégançon instituant l'ONF, cadre de militarisation non avouée mais effective des objecteurs, est illégal. Il doit être abrogé !

Cette répression sans merci n'a pas intimidé objecteurs et insoumis. Au contraire. L'occupation par les insoumis totaux, il y a quelques mois, du clocher de l'Eglise de Ménilmontant, qui dura dix jours, eut un large écho à Paris et rencontra la sympathie de la population du quartier. L'occupation en mars des locaux de l'ONF par les objecteurs, l'installation d'un « contrestand » d'information des objecteurs aux invalides, à côté de celui de l'armée, la manifestation de soutien à Christian Dufresne, insoumis, le 20 avril aux portes de la prison de Fresnes, autant de signes qui témoignent de la vitalité du mouvement des objecteurs et insoumis.

Une bonne question à adresser à Giscard et à Mitterrand d'ici le 19 mai : si vous êtes élu, votre premier soin sera-t-il de libérer les objecteurs, insoumis, déserteurs emprisonnés ? Abrogez-vous le décret de Brégançon ?

HARO SUR LES REFRACTAIRES

Mardi 7, Christian Dufresne passait en tribunal militaire à Reuilly. A l'heure où nous mettons sous presse, le verdict n'est pas encore connu. Nul doute qu'il sera sévère. C'est que Dufresne est insoumis et que l'heure est au matraquage...

En même temps que se renforce la répression dans les casernes, les objecteurs, insoumis et déserteurs se trouvent frappés plus vigoureusement. Depuis six mois, les procès d'insoumis à l'ONF ont lieu au rythme de un à trois par semaine... Parmi les récents succès de Galley et de ses TPFA (tribunaux militaires), les condamnations à Bordeaux de Paul Poitrot et Raymond Courronner, insoumis, à deux ans de prison ferme chacun.

Et pourtant, Courronner n'avait-il pas été réformé le mois précédant sa condamnation pour « caractère hystérico-paranoïaque » ? Seulement voilà, c'est un obstiné et un insolent. En prison, il a fait une grève de la faim de dix jours, et écrit sur un mur : « Militaires de tous les pays, démissionnez ! ».

On pouvait tout lui pardonner mais pas ça.

Plus récemment encore, Jacques Chouffot, insoumis depuis le mois d'août, est arrêté, conduit à Metz au 23ème RI. Refusant de revêtir l'uniforme, il est mis aux arrêts en attendant de passer en TPFA. Le colonel Denis, commandant le

23ème RI, a eu le culot d'écrire à ses parents une lettre dans laquelle il dit : « J'ai reçu la mission de faire de ce jeune homme, votre fils, un soldat apte à défendre son pays si les circonstances l'exigeaient. De ce fait, il m'appartient aussi de l'aider à devenir un véritable citoyen capable de tenir son poste dans la société où il trouvera demain sa place définitive. Bref, je m'efforcerai de contribuer à sa formation d'HOMME. (...) Je lui laisse le soin de vous faire part de ses premières impressions devant un cadre de vie et un style d'existence bien sûr nouveaux pour lui. »

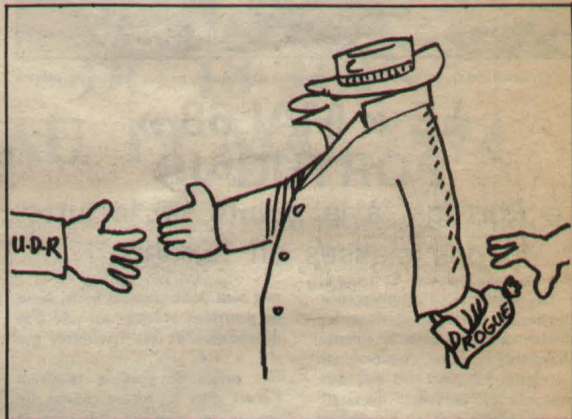
Il ne pensait pas si bien dire. Jacques Chouffot a fait parvenir une lettre à l'extérieur : « Tu sais, ici, ils m'insolent au maximum. Je suis seul dans ma cellule. Je vais seul à la douche et à la ballade dans la caserne avec un caporal et deux gardes. Ce sont des appelés qu'ils changent tous les jours. »

Ce ne sont là que quelques exemples. Ce sont maintenant des centaines et des centaines d'objecteurs, insoumis et déserteurs qui crouissent dans les prisons de France.

drogue



UN RENVOI QUI TOMBE BIEN



L'affaire du trafic d'héroïne dans laquelle est impliqué Jean-Baptiste Croce, qui devait être évoquée à partir du 6 mai devant la 7ème Chambre du Tribunal de Grande Instance de Marseille, a été reportée sine die. Le motif du report est simple : un changement de dernière minute est intervenu dans la présidence du tribunal, le juge initialement prévu ayant été refusé par la défense (assureur par Jacques Isorni, ancien défenseur de Pétain), pour avoir eu connaissance, alors qu'il était encore juge d'instruction, de certaines pièces du dossier et avoir refusé la mise en liberté d'un des inculpés. La défense a demandé le renvoi dans la mesure où, selon elle, le nouveau juge désigné pour présider les débats, n'a pas eu le temps de prendre connaissance du dossier.

Sur les 30 personnes inculpées, 10 sont détenues, une est en fuite, deux sont condamnées aux USA et 4 soignées en hôpital psychiatrique (un incident a d'ailleurs eu lieu à ce propos, le procureur ayant mis en doute la véracité des certificats médicaux attestant que ces quatre personnes devaient rester internées).

Ce renvoi du procès tombe bien. Il aurait en effet pu susciter quelques remous en pleine période électorale. D'après l'enquête menée par Alain Jaubert, dans son livre « D comme drogue » (Ed. Alain Moreau), il apparaîtrait en effet :

1) Que J.-B. Croce bénéficierait de complications judiciaires et politiques importantes en Corse, ainsi que de complications diplomatiques au Vénézuéla. C'est ainsi par exemple qu'il a pu bénéficier pendant plusieurs années d'une grande honorabilité alors qu'il avait été impliqué et condamné aux USA pour des affaires de drogue et que n'a jamais été appliquée une décision du préfet de Corse, prise en 1970, de faire fermer son établissement de Bastia, le Café de la Paix, suspecté d'être un lieu de trafic.

2) Qu'il avait des rapports politiques avec des personnalités corse appartenant à l'UDR.

3) Qu'il était en liaison avec Dominique Venturi, fournisseur présumé de drogue et dont le frère, Jean Venturi, a longtemps travaillé en étroite collaboration avec Charles Pasqua (élu député UDR en 68 et fondateur du SAC) au sein de la société Ricard, qui lui aurait servi de couverture pour développer ses filiales à l'étranger (il y était chargé d'import-export).

3) Qu'il était en liaison avec Marcel Francisci, souvent vu en compagnie de M. Sanguinetti, et plusieurs fois accusé par les services américains d'être un des gros bonnets de la drogue.

Si ces informations rapportées par Jaubert sont vraies, on comprend que le report du procès de J. Baptiste Croce arrange beaucoup de monde.



dernière minute

SOUTIEN AUX IMMIGRES DE LA RUE DULONG

« Nous ne sommes pas des chiens. Nous voulons vivre comme des hommes. Nous ne sommes pas des mendiants ».

Depuis un mois et demi, ces travailleurs immigrés (Pakistanaï, Algériens, etc.) sont en lutte. Aujourd'hui, ils sont à bout. L'intox de la presse fait croire qu'ils ont tous obtenu satisfaction et n'ont pas de raison de continuer la lutte. C'est faux. Ils réclament depuis le début le droit de vivre : une carte de séjour, un contrat de travail, un logement, de l'argent. On ne leur a donné que des cartes de séjour provisoires d'un mois. Pire : le gouvernement essaie de mener une politique de division systématique en donnant à certains ce qu'il refuse à d'autres. Toutes ces manœuvres visent à les isoler vis à vis de l'opinion publique, à les acculer au suicide. Quand l'un d'eux a annoncé qu'il voulait se tuer par le feu, ils ont vu le sous-préfet et le maire du XVIIème débarquer en disant qu'ils n'étaient pas au courant ! Après ces semaines d'angoisse, de promesses non tenues, enfermés dans un local où ils se reliaient dans les mêmes lits, épuisés physiquement, ils ont à peine de quoi manger pour tenir.

C'est la tâche de tous les militants révolutionnaires d'empêcher que le capitalisme ne soit responsable d'un véritable assassinat. Un soutien concret est possible. Il suffit de passer 9 rue Dulong à Paris. Il y a du monde toute la journée. Tél : AMP-10-41.

Solidarité : Gallimardet
CCP 175-115 PARIS

AVORTEMENT PUBLIC A LA CITE UNIVERSITAIRE

Le samedi 4 mai, une centaine de personnes du comité de soutien aux trois travailleurs qui avaient été licenciés en février pour avoir pratiqué un avortement à l'Hôpital de la Cité Universitaire (Bd Jourdan), se sont présentées dans le bureau du docteur Cordier, chef du service gynécologique, pour qu'il avorte une jeune femme qui en avait fait la demande. Le praticien ayant refusé, un médecin du comité de soutien a alors pratiqué l'avortement en public. Contrairement à ce qu'il a déclaré au « Monde », le docteur Cordier n'a été ni molesté, ni ceinturé.

ORDRE DE GREVE POUR LES 1.200.000 METALLURGISTES BRITANNIQUES

L'Exécutif du puissant syndicat des métallurgistes a donné l'ordre mardi à ses adhérents de se mettre immédiatement en grève pour protester contre deux décisions du tribunal des relations du travail : condamnation du syndicat à verser 47.000 livres d'amende pour piquets de grève abusifs à la firme « Con Mech » de Woking et saisie d'une partie des biens du syndicat. Londres 7 mai (d'après AFP)

UN ALLIE POUR GISCARD

Dans une déclaration remise à la presse mardi à 13 heures, Jean Royer a appelé ses électeurs à voter pour Giscard d'Estaing. Rappelant les principaux thèmes de sa campagne - promouvoir un nouveau style d'action politique, une nouvelle organisation des relations humaines inspirée d'une véritable vie spirituelle et morale, etc... - il a affirmé que Valéry Giscard d'Estaing était prêt à associer les objectifs du maire de Tours à son programme, et qu'il le confirmera lui-même publiquement. De plus en plus à droite, Giscard !

le quotidien ROUGE
10, impasse Guilmémé
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82
L'AVENIR GRAPHIQUE
Le directeur de publication : Daniel Bensaid